

royaliste

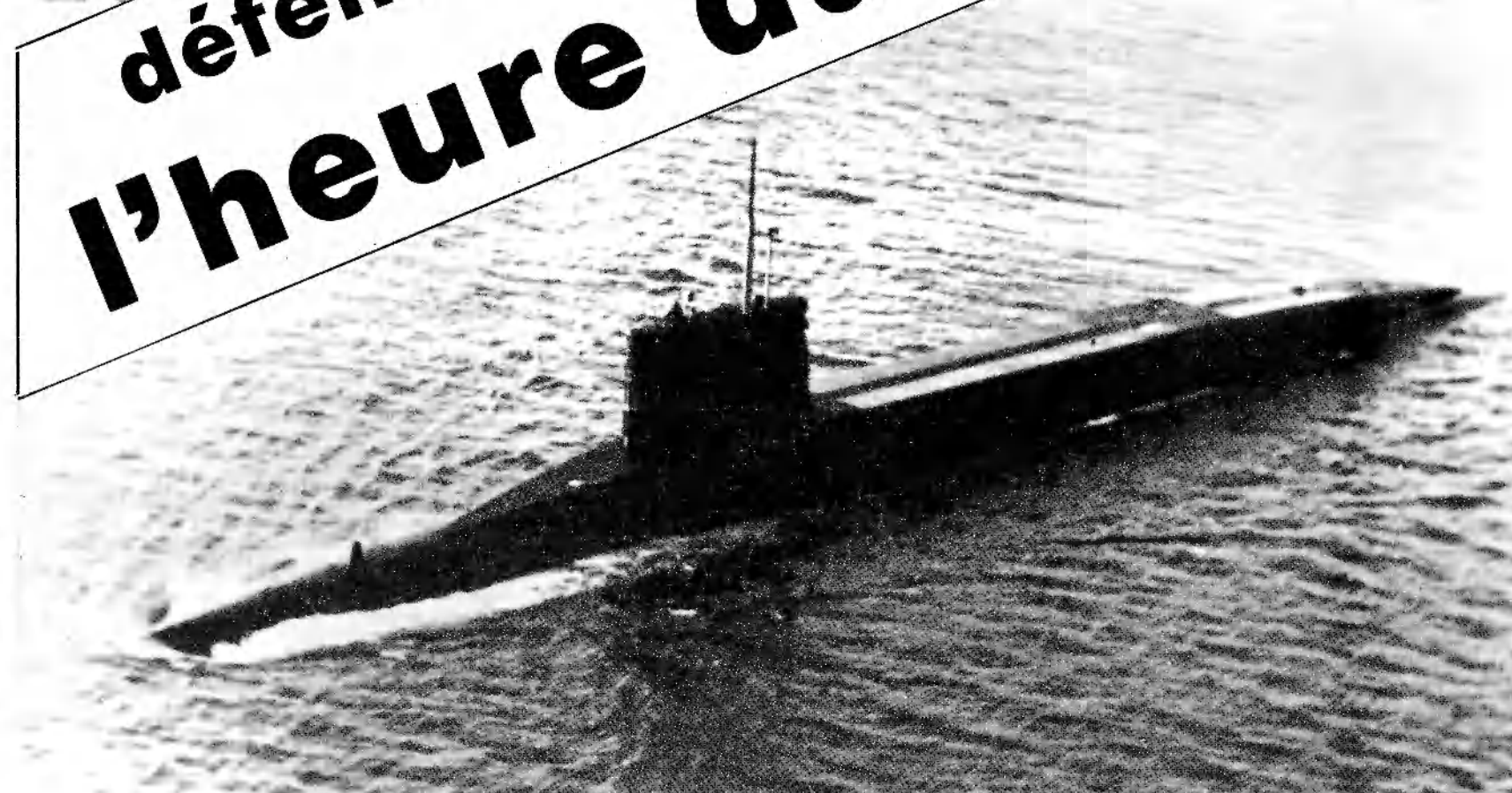


BI-MENSUEL

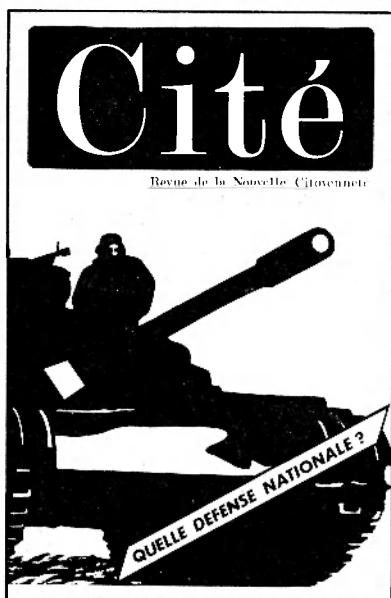
DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



**défense nationale :
l'heure du choix !**



M 2242 - 372 - 6 F DU 23 DÉCEMBRE 1982 AU 5 JANVIER 1983 - 12ème année - N° 372 - 6 F



Cité est la revue des clubs «Nouvelle Citoyenneté» créés à l'initiative de la N.A.R.

Au sommaire du premier numéro, actuellement disponible :

DOSSIER DÉFENSE NATIONALE

— La révolution du nucléaire (Ph. Cailleux) — 2 questions actuelles : les euromissiles et les armes à radiations renforcées (Général Pierre Gallois) — De la conception gaulienne à la dérive giscardienne (Alain Solari) — La continuité mitterrandienne (Bertrand Warusfel) — Les conditions de la défense (Bertrand Renouvin).

LES CHRONIQUES DE «CITÉ»

— Littérature (Ph. Barthelet)
— Société (Sylvie Fernoy) — Économie (Rémy Le Braz).

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

☐ s'abonne à la revue «Cité» (5 numéros par an), et verse pour cela (Normal : 60 F - Soutien : 100 F - Fondateur : 500 F) à l'ordre de «Royaliste».

☐ commande le premier numéro de «Cité» et verse pour cela la somme de 15 F à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

viva el rey

C'est sous ce titre que «L'Unité», l'hebdomadaire officiel du Parti socialiste français vient de publier un grand article sur l'Espagne. Nous en publions ci-dessous quelques extraits particulièrement significatifs.

«Les rapports entre la monarchie et le Parti socialiste ont de tout temps été difficiles. Des champs de bataille de la guerre civile à la lune de miel d'aujourd'hui que de chemin parcouru !

Pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, la rentrée parlementaire en Espagne n'a pas relevé d'un simple rituel incantatoire auquel il est séant de sacrifier. Le rituel n'est pas près d'effacer le contenu du discours royal. «Votre représentativité provient d'une élection qui constitue un modèle de participation, d'ordre et de liberté. Le peuple espagnol a manifesté de manière évidente que les désirs d'une minorité s'appuyant sur la force ne doivent jamais prévaloir sur la volonté de la majorité des citoyens exprimée de manière libre et pacifique... La relève politique décidée par la population constitue l'essence de la démocratie...», devait notamment déclarer le monarque avant d'appeler Felipe Gonzalez à former le futur gouvernement de l'Espagne. (...)

Voici à peine cinq petites années, le P.s.o.e. n'acceptait que du bout des lèvres, et disons le, contraint et forcé, l'institution monarchique. Les jeunes socialistes tenaient alors congrès (toléré par les autorités) sous les couleurs du drapeau de la République. Pourtant, on s'en aperçoit clairement seulement aujourd'hui, quelque chose de «neuf» était en train de naître. (...)

Les débuts du jeune roi seront prudents. Encore peut-on remarquer que, dès ses premiers discours, la notion de «concorde nationale» est présente, premier glissement sémantique du post-franquisme. En 1976, le roi se rend en Catalogne — une nouveauté : Franco haïssait la Catalogne au point de n'y mettre jamais les pieds — l'accueil populaire est surprenant, pour tout le monde. Puis tout ira très vite. L'année suivante, Santiago Carillo accepte publiquement la monarchie, le P.s.o.e. retire de ses textes la revendication républicaine. Le rôle politique du roi devient déterminant au fil des épreuves, Juan Carlos n'est plus

ce «roitelet» fidèle aux «principes fondamentaux du Mouvement» (la Phalange). Il devient le vrai chef de l'Etat et des forces armées. Une anecdote révélatrice : le 20 novembre 1979, date anniversaire de la mort du caudillo, les fascistes manifestent place d'Orient. On n'y cite déjà plus le nom de Juan Carlos alors en voyage officiel au Mexique mais on chante : «Qu'il reste à Mexico, Mexico, qu'il reste à Mexico... et ne retourne jamais plus.» (...)

L'année 1982 marquera d'abord la rencontre historique entre l'institution monarchique et le P.s.o.e. Deux entités appartenant, à des titres bien sûr différents et le plus souvent violemment opposés, à l'histoire et à la culture populaire de l'Espagne. Le 13 décembre prochain, un hommage national sera rendu au père du roi, Don Juan de Bourbon. Parmi les adhésions enthousiastes (et spontanées ?) à cette manifestation, on relève les noms des leaders socialistes très connus comme Miguel Boyer, Luis Yanez ou Javier Solana. Fréquemment cruelle, l'Histoire sait aussi être ironique.» (...)

courrier

«Un grand merci pour votre article sur les dernières élections en Espagne. Vous trouverez ci-dessous la copie de la lettre que j'adresse au quotidien monarchiste «A.B.C.» qui a une des plus fortes diffusions dans mon pays :

«Veuillez trouver photocopie de l'éditorial du bi-mensuel français «Royaliste» sur les dernières élections en Espagne. Par son importance doctrinale, je crois que cet article devrait être connu et diffusé en Espagne, et «A.B.C.» quotidien monarchiste ne pourrait-il pas en être le véhicule ?»

P.M. (Barcelone)

«L'éditorial de Bertrand Renouvin («Royaliste» 369) «Le sens d'une victoire» illustre parfaitement un certain fléchissement de votre mouvement en faveur de l'idéalisme démocratique. Etes-vous encore dans la filiation maurrassienne ? Je me le demande...

L'actuelle caution royale des institutions démocratiques en Espagne ne peut-être que transitoire. Et sans doute est-ce là toute sa raison d'être ! Il n'y a pas de principe plus antidémocratique par essence que la monarchie héréditaire au profit d'une seule lignée. Si aujourd'hui l'Espagne se porte relativement mieux que le reste de l'Europe, c'est malgré tout grâce à la fidélité monarchique héritée du franquisme.»

M. de P. (Suisse)



Alain Savary : l'homme de la situation ?

Tout un clan dont on ne saurait sous-estimer la puissance estime qu'on abuse trop de sa patience. Ces gens là attendaient de la victoire de mai 1981, une nationalisation rapide et radicale de l'enseignement catholique. Leur déception est grande. Ils ont l'impression que sous le poids de la réaction cléricale, le pouvoir a faibli et ne cesse de reculer. Il est vrai que le gouvernement n'a pas répondu aux exigences auxquelles les socialistes avaient imprudemment souscrit lorsqu'en opposi-

la guerre s

La guerre scolaire, dont personne ne veut, se prépare tout doucement.

A Nantes la semaine dernière par exemple.

● «A bas la calotte». Le cortège qui part de la place Viarme, où a été fusillé Charette, s'ébranle. D'une fenêtre de l'école publique maternelle Fredureau, le cri est parti, hostile. Il sera le seul tout au long de cette manifestation de défense de la liberté de l'enseignement. Il s'arrêtera vite : une heure après les dernières banderoles quittent enfin la place. On attendait 20.000 personnes. Ce sont 40.000 étudiants, parents, professeurs, anciens élèves, venus de Nantes et de sa proche périphérie qui bloquèrent le centre de la ville pendant 4 heures. Quelques centaines de nazairiens, confrontés au même problème s'étaient joints à eux.

Pas de slogans. Seulement de la musique et des banderoles. La

enseignement privé : la preuve du courage

Depuis mai 1981, la pratique du pouvoir et la dureté des temps ont beaucoup appris aux hommes qui sont en charge des affaires de la France. Les dogmatismes ont dû bien souvent céder sous le poids des réalités. Mais il reste un domaine où la preuve n'a pas été faite d'un changement profond qui remettrait en cause certains fondements idéologiques dont la gauche française ne cesse de se réclamer depuis ses origines : ce domaine est celui de l'école et de la laïcité. Certes, la catastrophe annoncée dès le départ ne s'est pas produite. Et certains en ragent.

tion à de Gaulle s'était dressé un Comité national d'Action laïque regroupant autour de lui toutes les organisations de gauche, syndicats et partis. L'inscription dans le programme de François Mitterrand de la constitution d'un grand service public et laïc semblait reprendre les exigences du CNAL.

Pourtant dès que la question de ce grand service fut posée au nouveau président de la République, il répondit qu'il ne voulait pas contraindre mais convaincre. Il invitait en même temps tous les partenaires à une négociation fraternelle. Le ministre de l'Éducation n'était pas réputé comme

particulièrement sectaire. Alain Savary avait visiblement été choisi comme l'homme de la situation, capable de mener à bien ce dossier des plus délicats.

Il chercha d'abord à gagner du temps en s'engageant dans une longue consultation avec toutes les organisations représentatives. Et il fallut attendre l'été 1982 pour qu'enfin il donne quelques indications sur la façon dont il entendait procéder. Peu de temps avant, les enragés de la laïcité avaient eu un choc avec les déclarations de Pierre Mauroy et du même Alain Savary lors du grand rassemblement provoqué par le

CNAL au Bourget. Le premier ministre s'exposant aux cris et aux protestations avait affirmé qu'un enseignement privé continuerait à exister en France, certes pas dans n'importe quelle condition, mais il continuerait bel et bien à exister.

En plein été, Alain Savary réunissait les journalistes pour leur annoncer qu'en novembre (cela fait déjà deux mois de retard) il ferait des propositions précises aux différents partenaires sur des points qu'il considérait comme particulièrement importants, la carte scolaire et le statut des enseignants. Nous saurons très bientôt le contenu de ces propositions qui seront forcément très techniques et dont les implications ne seront pas forcément évidentes.

Force nous est de constater que ces discussions s'annoncent sous les plus fâcheux auspices. Le climat s'est en effet largement détérioré ces dernières semaines, et le refus obstiné de plusieurs dizaines de municipalités de gauche de remplir les obligations prévues par la loi Guemeur donne à beaucoup le sentiment que le pouvoir veut, par des manœuvres de grignotage, progressivement venir à bout de l'enseignement catholique. Le Premier ministre et Alain Savary se sont défendus en mettant en avant l'exemple des autres villes où un accord a été réalisé. Mais l'affaire du centre pédagogique d'Amiens, comme les conflits qui ont éclaté en Bretagne ont mis le doute dans l'esprit des défenseurs des libertés scolaires. C'est dans un climat de suspicion que vont commencer les négociations rue de Grenelle.

Les spécialistes discerneront si les propositions d'Alain Savary s'inscrivent dans la même tactique de grignotage. Il est possible que les modifications de la carte scolaire soient un piège, que la modification du statut des enseignants mette fin en fait à l'autonomie des établissements. Mais il est possible aussi que soit engagée une réforme en profondeur de l'enseignement à laquelle tout le monde aurait à gagner.

La querelle scolaire est décidément très hexagonale, en un sens qui ne nous fait pas honneur. La plupart des pays d'Europe ont digéré la querelle scolaire, lorsqu'ils en avaient une, en jouant à fond la liberté et la fraternelle coopération des enseignements confessionnels ou non. La France gouvernée par les socialistes ferait preuve du plus difficile des courages en tranchant pour la liberté, en liquidant enfin les vieilles séquelles d'un laïcisme sectaire et fratricide... Sans compter que la nécessaire révolution scolaire pourrait être enfin pensée dans ses vraies dimensions.

un domaine réservé

La démission de Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération prouve une nouvelle fois la difficulté qu'ont certains hommes de gauche à s'adapter à cette nouvelle donne qu'est l'exercice du pouvoir.

Ce dernier voulait appliquer avec un peu trop de rapidité une politique fondée sur une stricte application des droits de l'homme et donner un nouveau contenu à la coopération dont il jugeait néo-coloniales les anciennes pratiques. De plus, la réforme des structures, souhaitée par M. Cot, après avoir été retardée pendant plusieurs mois, a finalement donné lieu à un arbitrage défavorable du Président. Cette réforme consistait en la transformation de son ministère en un grand ministère du développement du tiers monde et non pas simplement pour l'Afrique. Seulement l'application inconsidérée d'idées généreuses peut avoir des résultats concrets néfastes pour la France.

En effet cette politique des droits de l'homme que voulait mener J.-P. Cot, nous aliénait nos amis traditionnels en Afrique sans pour autant nous permettre de gagner la confiance de nombreux pays progressistes lesquels, en matière de droits de l'homme, ne sont pas plus à l'abri de critique que les pays francophones et modérés. Nous aurions perdu sur tous les tableaux au profit notamment des États-Unis.

De plus, le projet de M. Cot méconnaissait une constante de tous les présidents de la Vème République qui ont tous considéré la politique de coopération avec les Africains comme leur domaine réservé. Le rôle du ministre de la coopération est donc essentiellement d'appliquer la politique, fort heureusement assez pragmatique, de François Mitterrand mise en œuvre depuis son arrivée à l'Élysée. Jean-Pierre Cot l'avait oublié.

olaire commence ?

CFTC sera la seule organisation à défiler sous son sigle. Il s'agit pour le Comité d'Action organisateur de la manifestation d'éviter les dérapages si tentants à 100 jours des municipales. Ce qui frappe, outre la masse énorme des participants, jamais vue depuis mai 68 au moins, c'est l'absence de «front de classe». Il y a là le directeur-adjoint, le cuisinier, le chauffeur d'une grande entreprise nantaise. «Tiens, vous êtes là aussi !» «Ben oui, mon fils est en Technique à la Jol.» (St Pierre-la-Joliverie, en banlieue sud). Il y a aussi de nombreux conseillers généraux avec l'école de leurs enfants, et la future tête de liste de l'opposition municipale qui pouvait passer d'une banderole à l'autre : il a neuf enfants.

40.000 autocollants, 30.000 affiches pour protester contre l'attitude de la municipalité socialiste qui refuse de payer les forfaits communaux aux écoles «sans besoin scolaire reconnu». Il est vrai qu'à St Donatien, comme à

Ste Marie, l'école primaire est trop petite pour accueillir tous les enfants, alors que le groupe scolaire d'Etat tout proche compte plusieurs classes vides. Touchés dans leurs enfants, les parents ont tenu à redire leur détermination à conserver leur liberté de choix. Que de nombreux manifestants aient aussi été là pour affirmer leur opposition au gouvernement est évident. Mais cela dépasse largement le simple affrontement de programmes électoraux. C'est pour les Nantais un sentiment bi-séculaire où l'expression «changement de société» prend tout son sens. L'abbé Loiseau, directeur de l'enseignement diocésain, l'a si bien compris qu'il a terminé son discours - et la manifestation - en faisant réciter à l'immense foule, éclairée aux flambeaux, un *Pater* et un *Ave*. Histoire de bien faire savoir à la mairie le lieu exact de la confrontation.

Jean-Marie BREGAINT

Michel DOHIS

P.L.

le centre-gauche introuvable ?

Aux dernières journées royalistes c'était M. Bondoux, lors d'une grande réunion organisée par le Mouvement des démocrates, c'était M. Sarre, qui proposaient un élargissement de l'assise électorale du président de la République. Il s'agissait d'un élargissement plus «sociologique» que politique, il s'agissait aussi d'une ouverture vers un «ailleurs» dont les amis de Michel Jobert, des militants gaullistes, et les royalistes de la NAR sont les représentants. Aujourd'hui les formules «élargissement de la majorité», «ouverture au centre» ont la faveur de certaines personnalités gouvernementales. La question du «centre-gauche» est d'actualité, or ce centre est un lieu «introuvable». Et pourtant il a une certaine consistance, sur laquelle nous croyons qu'il nous faut nous interroger dans ces colonnes. Cela pourra être l'occasion d'un débat utile dans la perspective de notre action politique.

Le thème du centre-gauche, colporté par les rumeurs ou évoqué dans les déclarations officielles, est chargé de trop d'ambiguïtés pour s'imposer clairement...

Notion des plus floues, rassemblant des hommes et des pensées souvent différents, parfois franchement opposés, le centre-gauche semble mériter le qualificatif que Daniel Lindenberg infligeait au marxisme en France : «introuvable». S'il n'y avait un électorat qui réponde à cette appellation. Car une part non négligeable de la population ne s'estime affiliée ni à la droite, ni à la gauche, et vote selon les opportunités. Marais de l'électorat, prêt à tous les retournements ? Tel le mépris en effet la classe politique, en le convoitant jalousement. Il mérite plutôt considération, cet électorat qui refuse le vote automatique mais préfère juger selon les propositions et les qualités; non par opportunisme mais par souci des réalités et de la complexité des enjeux, préférant le vote réfléchi au vote sentimental. Cette France là apparaît nettement dans les pourcentages, au-delà des deux blocs et de leurs extrêmes. En 1974, elle a préféré un Giscard réformiste à un Programme commun liant trop le PS au PC. En 1981, elle s'est portée massivement sur François Mitterrand et a décidé de sa victoire, en congédiant le giscardisme fauteur de chômage et d'inflation. Récemment, les élections cantonales ont rappelé l'existence de cet électorat modéré, avec la polémique sur les «divers-gauche» qui décident qui, de la droite ou de la gauche, sera majoritaire en France.

UN ELECTORAT REFLECHI ?

Au 1er tour de l'élection présidentielle, l'ensemble de la gauche, de Michel Crépeau à Arlette Laguiller, a totalisé 46,79% des

voix. Malgré la crise et ses conséquences, la gauche n'a pas notablement progressé en un septennat. François Mitterrand accède à la présidence avec près de 52% de l'électorat qui se porte sur son nom et «Le Monde» du 12 mai titre : «la très nette victoire de F. Mitterrand va au-delà du rassemblement de toute la gauche». L'apport qui décide du vainqueur est riche et varié : gaulliste ou écologiste, jobertiste ou royaliste, régionaliste ou social-démocrate, il ne se réduit pas à une photographie bien déterminée. Il a manifestement en partie déserté la gauche aux élections cantonales, par déception ou par crainte. Le gouvernement sait pertinemment qu'il doit compter sur cette fraction de l'électorat et ne pas s'en séparer. Le président de la République et J.-P. Chevènement abondent dans ce sens, par des appels répétés. Il ne s'agit nullement d'une opération de «recentrage», comme le demande avec insistance R.G. Schwartzberg. L'unique centre de la politique actuelle s'inscrit dans le contrat passé l'an dernier entre François Mitterrand et le peuple. Renier ces orientations générales ou les fléchir dans une autre direction serait trahir. Cela ne doit pas empêcher le projet élyséen d'être largement ouvert aux multiples enrichissements que peut apporter la majorité qui soutient ce projet.

Si François Mitterrand parvient à considérer sa majorité dans sa diversité, et non pas seulement à travers les deux grands partis qui la composent, il traduira mieux la fonction présidentielle, qui veut que le chef de l'Etat appuie sa politique sur le plus large consensus populaire.

Emmanuel MOUSSET

montée d'un poujadiste

Les élections prud'homales qui ont eu lieu le 8 décembre se sont révélées un test vis-à-vis de la politique économique et sociale du pouvoir.

En effet une comparaison avec les précédentes élections prud'homales (1979) montre une nette progression des abstentionnistes et un important recul de la CGT qui, de 42,4% des voix, descend à 36,84.

La CFDT piétine avec 23,50%, FO reste stable avec 17,78% alors que la CFTC et la CGC enregistrent une sérieuse progression en passant respectivement de 6,9 à 8,46% et de 5,2 à 9,64%. Du côté des organisations syndicales d'employeurs, si l'alliance du CNPF, de la CGPME et de la FNSEA conserve une large majorité en recueillant 77,44% des voix, le syndicat national de la petite et moyenne industrie de Gérard Deuil (SNPMI) fait une percée spectaculaire en passant de 2% à 14,68%.



■ Gérard Deuil, le symbole d'une fronde poujadiste

Il est vrai qu'elle a présenté quinze fois plus de candidats qu'en 1979, mais il faut se garder de minimiser le succès de cette organisation qui conteste la politique du CNPF de dialogue avec le pouvoir socialiste. Il en est de même du côté des syndicats ouvriers et employés : seules progressent les organisations modérées, réformistes, qui critiquent vigoureusement la politique économique et sociale du gouvernement. Ce succès n'a rien d'étonnant il est plus facile, pour une opposition, de recueillir les fruits d'une politique impopulaire, mais

courageuse alors que le soutien critique qu'apporte la CGT et la CFDT au pouvoir de gauche les a fait régresser ou piétiner.

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser le recul de la CGT ne profite nullement à sa grande rivale la CFDT. Ce recul n'a pas seulement des causes externes comme l'affirme Henri Krasucki mais aussi des causes internes à savoir le comportement de la CGT elle-même, la traduction au niveau syndical des revers électoraux du PC, les prises de position sur l'Afghanistan et la Pologne, et la crise interne qu'elle nie, comme on l'a vu lors de son 41ème congrès en juin dernier.(1)

Ce recul n'est pas «historique» comme l'affirme Lionel Jospin, mais plutôt une constante depuis la «Libération» (la CGT avait recueilli 59,3% des voix lors des élections de la Sécurité Sociale de 1947).

Quant à la CFDT elle ne recueille pas les fruits de sa courageuse politique pour de nouvelles solidarités envers les victimes de la crise économique : chômeurs, hors statut et intérimaires dont la multiplication contribue à la segmentation de la classe ouvrière (2) bien qu'elle ne se prive pas de dénoncer les erreurs et les incohérences de la politique gouvernementale. Le plus étonnant dans le succès de la CGC réside dans le fait qu'il se situe aussi dans le collège des ouvriers et employés et non pas seulement dans le seul collège de l'encadrement. Il faut signaler aussi que ces élections pour les conseils de prud'hommes n'ont concerné que les salariés et employeurs du secteur privé et il sera donc intéressant d'examiner les résultats lors de futures élections dans le secteur public.

D'une façon plus générale ce scrutin traduit la déception des travailleurs, depuis la nouvelle politique salariale du pouvoir inaugurée le 14 juin qui rejaillit sur les deux grandes centrales syndicales proches de lui.

Philippe LABARRIERE

(1) «Royaliste» 363.
(2) «Royaliste» 362.

la guerre culturelle

La sauvegarde de notre indépendance, le maintien de notre identité culturelle, ne sont pas des thèmes nouveaux. Mais ils doivent maintenant sortir du monde des intellectuels où on en débattait. Leur actualité apparaît à chacun de nous, dans la rue.

« Une succession de cinémas affichant à une écrasante majorité des films américains, de palais de la danse réservés aux cow-boys du bitume, de comptoirs de fast food et de sex-shop. »

tudes alimentaires, ils sont également les véhicules obligés d'un certain type de comportement et d'une certaine attitude qui étaient impossibles dans un troquet de banlieue.



■ L'invasion d'une sous-culture

C'est ainsi, dans une brochure consacrée à la France, que Wich, une association de consommateurs britanniques, décrit les grands boulevards parisiens.(1)

Faut-il que nous soyons aveugles, ou blasés, pour que cette colonisation de nos mœurs et de notre langue n'éveille pas chez nous l'indignation qu'elle provoque chez nos voisins anglais ! Car il s'agit bien d'une colonisation. Parler de ces phénomènes comme de l'émergence d'un mode de vie « international » qui serait particulièrement adapté à un monde unifié par le commerce et la technologie, ne peut relever que de l'angélisme ou de la stupidité. Ce « way of life » international n'a de mondial que son extension, il n'emprunte rien des cultures, même les plus grandes, auxquelles il s'attaque, il est secrété par un centre unique : les Etats-Unis d'Amérique. Les films, les émissions et les chansons ont comme suite presque fatale les produits manufacturés des firmes américaines.

Les prêt-à-manger (2) n'introduisent pas seulement le hamburger et le ketchup dans nos habi-

Quant à ce nouveau comportement, il n'est lui-même qu'un reflet dérisoire, parce qu'inexact, du mode de vie de la Californie.

Ainsi en est-il du langage ; l'extension universelle d'une certaine forme d'américain ne se fera jamais, outre ses effets éventuels sur les autres langues, qu'au détriment de l'anglais, langue de culture. Tel est le sens d'une enquête qu'a consacré le magazine « Newsweek » à cette question.(3)

Les résistances ne manquent pourtant pas ; de nombreux pays essaient de se protéger, de promouvoir leurs propres langues. Mais, rappelle l'hebdomadaire américain, « Seule une autre langue présente cependant une concurrence sérieuse en tant que moyen de communication mondial : le Français. »

« Il est une des parties essentielles de notre politique étrangère », affirme un porte-parole des Relations extérieures.

« Il y a une nouvelle volonté, en France, de défendre notre langue. Nous allons nous y employer encore avec plus d'énergie. » « Newsweek » relève cette volonté que semble avoir le gouvernement

socialiste de poursuivre, en ce domaine, la voie d'indépendance tracée par de Gaulle et Pompidou ; les tentatives de Jack Lang et de Jean-Pierre Chevènement en témoignent.

Il ne s'agit pas, en effet, de contester actuellement à l'anglais/américain son rang prépondérant de moyen de communication mondial. Cette attitude serait irréaliste autant que serait dangereuse celle qui nous ferait nous replier sur nous-mêmes sous le prétexte que nous n'avons pas été capables d'imposer notre langue à cette place.

Non, il s'agit d'une prise de conscience nécessaire et d'un combat à deux niveaux :

— lutter, chez nous, contre un envahissement de mots et de produits profondément étrangers à notre culture pour que la personne France survive,

— savoir, que si des moyens de communications sont indispensables à l'échelle mondiale, aucun n'est véritablement neutre. On ne répétera jamais assez que l'anglo-américain, avant d'être un instrument commode au service de la communauté internationale, est d'abord un moyen de domination, politique pour les Etats-Unis, économique pour les multinationales.

Sans pour autant lui contester sa place, il s'agit donc de promouvoir, à son côté, d'autres grandes langues pouvant assurer cette fonction, et parmi elles, le français qui est, autant que possible « non-aligné ». (4)

Une reprise de conscience des identités nationales et historiques est évidemment nécessaire pour cela. Mais il est également indispensable, avant tout, qu'existe une volonté politique.

Il n'y a pas de loi des échanges qui voudrait que les nations se diluent à leur contact mutuel et que le nivellement général des cultures résulte de la relative unification du monde. Il n'y a que des rapports de force, une superpuissance économique, et des communautés en état de légitime défense culturelle.

Anne SUROI

(1) Relevé par le « Quotidien de Paris » du 2 décembre.

(2) « fast-food » en français.

(3) « English, English Everywhere », « Newsweek » du 15 novembre.

(4) Cf « Royaliste » 371 : « Nord-Sud ».

actualité monarchique

SUEDE

Le parlement vient de repousser (par 293 voix contre 16) une proposition déposée par le Parti communiste tendant à abolir la monarchie. Le Parti communiste suédois (VPK) avait recueilli 5,6% des suffrages aux élections de 1979.

ITALIE

Le courant « radical-réformiste » au sein du mouvement royaliste italien (voir « Royaliste » 362) vient de se regrouper et de créer le 3 novembre dernier un cercle « Enzo Selvaggi ». Ce cercle, tout en adhérant à l'Union Monarchiste Italienne, est une organisation autonome qui tenait son premier congrès de travail les 11 et 12 décembre sur le thème « Les monarchistes aujourd'hui : continuer ou recommencer ? ». La NAR a adressé un message aux congressistes : « La NAR adresse son amical salut aux militants de l'Union Monarchiste Italienne et tout particulièrement aux animateurs et aux membres du cercle « Enzo Selvaggi ». Elle souhaite que leur convention nationale soit un plein succès et espère qu'elle contribuera au renouveau et au développement de l'idée monarchiste en Italie ».

PORTUGAL

Le 12 décembre dernier, les électeurs portugais étaient appelés aux urnes pour des élections locales afin de renouveler les conseils municipaux sur l'ensemble du pays. Nos amis du Parti Populaire Monarchique participaient à cette consultation soit sous leurs propres couleurs, dans une douzaine de mairies, soit sur les listes de l'Alliance démocratique, dans 130 communes.

L'Alliance démocratique - qui regroupe les sociaux-démocrates (PSD), les chrétiens-démocrates (CDS) et le PPM subit un net recul avec 42% des suffrages (elle en avait eu 47% en 1979). Les résultats détaillés ne nous étant pas encore parvenus nous ignorons les scores réalisés par le PPM qui devrait, lui, se maintenir, et, sans doute, progresser dans quelques secteurs. En effet, le PPM, à l'inverse de ses alliés de l'Alliance démocratique, mène une vigoureuse politique de défense de l'environnement, à laquelle les électeurs, confrontés à des problèmes énormes d'urbanisme, ne devraient pas être indifférents.

ACTION ROYALISTE

Le 3ème congrès des adhérents de la NAR s'est tenu à Paris à huis clos, les 11 et 12 décembre. Ses travaux étaient dirigés par Yves Lemaignan, président du Comité directeur.

La première journée, après l'exposé du rapport moral présenté par Bertrand Renouvin, a été toute entière consacrée au travail des commissions sur les quatre thèmes qui avaient été sélectionnés préalablement par les adhérents. C'est le lendemain que l'assemblée générale a examiné et voté les textes de motions, résultat des travaux des commissions ainsi que la «déclaration de politique générale». Cet ensemble de textes - que nous publions ici in extenso - guidera nos choix politiques pour l'année à venir.

La formule de nos congrès étant maintenant bien rodée, et la participation démocratique des adhérents à la détermination de notre ligne politique s'effectuant d'une manière particulièrement satisfaisante, le Comité directeur estime qu'il serait souhaitable, à l'avenir, d'associer un plus grand nombre de nos amis à nos décisions. C'est pourquoi une large campagne d'adhésion parmi nos lecteurs, sera lancée très prochainement. Nous en reparlerons ...

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE SOUTIEN CRITIQUE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La Nouvelle Action Royaliste constate que le président de la République n'a cessé d'affirmer, dans l'exercice du pouvoir qui lui a été confié, le souci de l'unité de la nation française, en s'efforçant de poser les conditions d'une plus grande justice sociale et en garantissant les libertés fondamentales du peuple français. En conséquence, et tout en conservant sa pleine liberté critique, la NAR réaffirme son soutien au président de la République et aux grandes lignes du projet qu'il cherche à mettre en œuvre.

Cependant, la NAR s'inquiète de la puissance du parti dominant, qui fait peser une menace constante sur l'indépendance du Pouvoir. Elle déplore que le débat politique demeure prisonnier d'une logique de guerre civile qui tend à séparer la nation en deux camps irréductibles, hors desquels il reste très difficile de s'exprimer. Elle espère que le Pouvoir aura la force de résister aux divers groupes de pression qui menacent son autonomie de décision, sur le plan militaire, dans le domaine économique et social, comme en matière de liberté d'enseignement.

Quant à la traduction concrète du projet présidentiel, la NAR se félicite de la politique étrangère d'indépendance et de coopération qui est actuellement affirmée par le président. Elle approuve sa volonté de résistance aux impérialismes politiques et économiques et son désir de voir la nation retrouver son identité culturelle dans le dialogue avec les autres cultures. La NAR regrette cependant que, dans le domaine de la politique industrielle, la cohérence du projet tarde à se traduire dans les actes. Elle s'inquiète également des ambiguïtés d'une politique sociale réalisée sous la contrainte, sans qu'une claire vision d'avenir apparaisse à travers les mesures qui sont actuellement prises.

La NAR constate enfin que la crise qui affecte la société française ne se limite pas à l'économie. La solidarité nationale s'ef-

fondre sous les coups des divers égoïsmes corporatifs. La logique du système industriel et l'absence de maîtrise des innovations techniques détruisent le tissu social. La mise en question des références spirituelles et le discrédit de systèmes idéologiques pervers (libéralisme, marxisme) aboutissent à une incertitude profonde quant à la signification et au destin de notre société.

C'est pourquoi la NAR insiste sur la nécessité de repenser la politique et de remettre en cause les finalités illusives d'un système industriel secrètement totalitaire. Une nouvelle citoyenneté reste à inventer, par la participation effective des citoyens aux décisions et par la reconquête de leurs pouvoirs. À terme, une plus grande autonomie des structures de production est à retrouver, face à la puissance excessive et injustifiée des grandes concentrations industrielles. Une nouvelle culture est à imaginer face au nihilisme de la société moderne.

La NAR insiste sur la nécessité d'assurer la continuité du projet politique national, constamment menacée par la logique politicienne, les passions partisans et les conditions de désignation du chef de l'Etat. En conséquence, la NAR réaffirme la nécessité de garantir cette continuité par l'instauration d'une monarchie héréditaire, assurant la permanence du souci politique par delà les majorités successives.

La NAR insiste sur la nécessité de garantir l'indépendance de l'Etat face aux partis et aux groupes de pression. L'expérience montre que la monarchie est seule capable en France d'incarner le projet historique de la nation; elle est la seule institution dans laquelle le peuple peut se reconnaître et se retrouver par delà toutes ses diversités; la seule en mesure de poser, par son caractère arbitral, les conditions de la justice dans la société, et d'assurer la liberté des personnes et des communautés.

C'est pourquoi la NAR réaffirme sa fidélité à Mgr le comte de Paris qui, par tradition et par volonté, est, par delà les affrontements des partis, le recours de la nation toute entière.

LA POLITIQUE CULTURELLE DE LA FRANCE DANS LE MONDE

La NAR s'inquiète de la faible résistance de notre société face à l'emprise exercée par les produits culturels imposés par les multinationales.

La NAR refuse de considérer ces produits comme l'expression même d'une «universalité» moderne : conséquence volontaire ou non de l'impérialisme économique, ils font peser une grave menace sur les modes de vie et sur les manières d'être et de penser, sur les traditions culturelles des peuples et des nations.

La NAR y voit le reflet de la volonté de puissance de la société industrielle, manifestation d'un nihilisme contemporain, source d'indifférenciation et de violence.

C'est pourquoi la NAR :

- 1/ soutient qu'une rupture avec la logique industrielle est indispensable pour permettre à la France de rester un ferment culturel favorisant la création dans le respect de nos libertés et de nos diversités.
- 2/ Demande qu'un effort soit fait pour maintenir l'héritage culturel français à la disposition des peuples et notamment des identités culturelles menacées.
- 3/ souligne l'intérêt des liens qui unissent les membres de la communauté francophone et se déclare solidaire de toute initiative prise pour les renforcer.
- 4/ se félicite du projet tendant à développer la polyphonie des cultures, face aux effets totalitaires des impérialismes politiques économiques et financiers.
- 5/ Espère que, dans le combat que la France mène aux côtés des nations d'Europe, d'Afrique et des Amériques et aux côtés des peuples riverains de la Méditerranée, se constitue une véritable internationale des nations désireuses d'affirmer leur identité.

3ème



■ de gauche à droite : Jacques Beaume, Y

LES INSTITUTIONS DE LA Vème RÉPUBLIQUE

La pratique socialiste

1/ Les institutions fondées par le général de Gaulle représentent, pour la France et les Français, un progrès majeur pour l'efficacité de l'Etat :

- parce qu'elles permettent de faire obstacle au régime des partis qui avait caractérisé la IVème et la IIIème République et qui s'était traduit par l'instabilité, la faiblesse et l'incohérence de la politique française;
- parce qu'elles manifestent dans leur esprit, le souci de l'unité et de la vocation arbitrale de l'Etat. Ce souci de l'unité et cette vocation sont rendus possibles par l'indépendance relative du pouvoir à l'égard des partis et des groupes de pression;
- parce qu'elles permettent une plus grande stabilité du pouvoir exécutif et lui offrent les moyens de la cohérence dans la réalisation de son projet.

2/ L'expérience montre cependant que la constitution de la Vème République ne garantit pas,

congrès



s Lemaignan, Bertrand Renouvin, Yvan Aumont.

en tout état de cause, l'indépendance du pouvoir, la continuité du projet national étant régulièrement remise en question et l'assise électorale dont bénéficie le chef de l'Etat sans cesse contestée. Partielle et soumise aux fluctuations de l'opinion, elle est fatalement le produit de la lutte partisane qui divise la France en deux camps.

Les hasards de l'élection présidentielle peuvent, en outre, comme on l'a vu sous le précédent septennat, donner le pouvoir à un homme peu soucieux du projet national, et cherchant seulement à assurer la domination sans partage d'un clan ou d'un camp sur l'Etat.

3/ Ces institutions ont accentué la mainmise de l'Etat sur toutes les activités du pays, dépossédant ainsi un peu plus le citoyen de ses pouvoirs légitimes. Les Français désarmés devant l'Etat tout-puissant n'ont d'autres recours pour se défendre, que de se constituer en groupes de pression vis-à-vis des pouvoirs publics avec l'arme de la sanction électorale. Ainsi, paradoxalement, les institutions secrètent des forces sociales et politiques menaçantes pour l'indépendance du Pouvoir et pour l'unité nationale. La résolution de cette contradiction, pressentie par le général de Gaulle, demanderait une régionalisation très

poussée et l'abandon des prérogatives abusives de l'Etat.

Enfin, malgré l'esprit de la Constitution, la pratique politique de celle-ci n'a pas permis l'expression d'une représentativité réelle du peuple dans l'exercice de la démocratie.

4/ La NAR constate que l'actuel Président a restauré la dignité de sa fonction et tente de sauvegarder son indépendance à l'égard du parti dominant qui cependant lui reste indispensable sur le plan législatif et électoral.

La NAR démontre que, malgré la réconciliation des traditions monarchique et républicaine, voulue par le comte de Paris et le général de Gaulle, la légitimité du chef de l'Etat n'a pu être réalisée car celui-ci n'est pas en mesure d'incarner toute l'Histoire nationale et l'ensemble du peuple français, d'assurer la continuité du projet de la nation française, dans le souci constant de l'unité, de la justice et de la liberté qui a inspiré l'œuvre capétienne. Dans cette perspective royale, une nouvelle révolution constitutionnelle s'impose pour que l'indépendance du pouvoir soit assurée : l'hérédité, seule, le permet.

Ainsi, les nouvelles structures démocratiques ne seront plus au service de la volonté de puissance de quelques-uns, mais le moyen

d'action privilégié d'une société vivante et libérée.

C'est pourquoi la NAR réaffirme sa fidélité à Mgr le comte de Paris, qui par tradition et par volonté, est, par delà les affrontements des partis, le recours de la nation toute entière.

QUELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR LA FRANCE ?

Le développement des capacités productives de la nation est une composante essentielle de tout projet politique, il permet de garantir à la fois le niveau et le mode de vie des citoyens, donc leur liberté.

C'est dans ce souci que la NAR réaffirme son hostilité aux pratiques du libéralisme économique et à la doctrine de la division internationale du travail qui, loin d'assurer la liberté des nations et des personnes aboutit à sacrifier sur l'autel d'une théorie inapplicable et inappliquée des entreprises et des secteurs économiques nécessaires, et conduit la nation sur le chemin de la soumission à l'impérialisme, à la volonté de puissance de certains pays, et à la stratégie pernicieuse des multinationales.

Face au capitalisme sauvage, qui n'a cessé de fonder sa puissance sur l'exploitation de certaines classes ou de certains peuples, la NAR affirme la nécessité : — d'une protection de notre marché face à la pénétration de certains produits étrangers, le temps que notre industrie fabrique les produits qui nous font défaut; — d'une politique industrielle tournée vers la remise en ordre planifiée et le développement des activités d'avenir tout en protégeant les activités industrielles menacées, le temps qu'elles adaptent leurs capacités de production; — donc d'une vigoureuse politique de recherche.

C'est pourquoi la NAR :

- approuve l'effort de réflexion engagé par le gouvernement pour définir une politique industrielle;
- souhaite que des décisions soient prises et qu'il soit enfin procédé à leur mise en œuvre;
- affirme la nécessité d'une meilleure utilisation des entreprises nationalisées comme instruments de cette politique, et comme modèles de l'innovation sociale;
- souligne cependant que la crise que nous traversons n'est pas due seulement à des phénomènes monétaires ou à des déséquilibres provoqués par la concurrence sauvage : elle résulte d'un système que la volonté humaine ne peut plus contrôler et qui devient imprévisible dans ses effets;

- estime, en conséquence, que la crise ne saurait être surmontée par un surcroît de gigantisme ni par une soumission aveugle à la technique : cette fuite en avant ne fera qu'augmenter les effets pervers du système et détruira non seulement toute qualité de vie, mais aussi le lien social en tant que tel;

- appelle à une critique radicale des moyens et des finalités illusoire de l'actuel système économique;

- se déclare convaincue de la nécessité d'une réflexion nouvelle sur les conditions d'une reconquête de l'autonomie sociale par une remise en cause des attitudes face au nihilisme de la société moderne.

LA FRANCE ET LE PROCHE-ORIENT

La NAR ne peut que déplorer la politique de puissance menée par l'Etat d'Israël - encore récemment dans son agression contre le Liban - et sa volonté hégémonique que n'excusent ni les impératifs de sa sécurité ni son passé national et religieux. Les massacres de Beyrouth montrent, au contraire, que la politique de certains dirigeants israéliens aboutit à de terribles conséquences, qui sont contraires aux valeurs du peuple d'Israël.

C'est pourquoi la NAR, tout en défendant le droit d'Israël à l'existence dans des frontières sûres et reconnues, estime qu'aucune paix durable au Proche-Orient ne saurait prévaloir sans un règlement de la question palestinienne. Ce règlement suppose le droit du peuple palestinien à vivre dans une nation garantie par un Etat indépendant. Toute autre solution, et d'abord la solution violente qui vise à la dispersion des Palestiniens, serait en effet contraire au droit des peuples et ferait peser une menace constante sur la paix.

C'est pourquoi la NAR souhaite que la représentativité de l'OLP soit reconnue, dès lors que cette organisation s'oriente vers une action diplomatique. espère qu'Israël mettra un terme à sa politique hégémonique.

Considère que la paix au Proche-Orient passe par une reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël.

Approuve l'action conduite par le Président de la République, notamment au Liban, et espère qu'elle portera les pays de la région à se dégager des hégémonismes pour résoudre, entre eux, leurs problèmes dans le cadre d'une paix juste et durable.

chronique gaullienne

Le nombre des ouvrages consacrés à Charles de Gaulle ne cesse d'augmenter. Nous avons demandé à l'un de nos amis d'établir une sélection parmi ceux qui sont sortis durant ces derniers mois.

De Gaulle et Churchill de François de Kersaudy a la particularité d'avoir été publié simultanément en français et en anglais, son auteur ayant travaillé, notamment, à l'aide des archives britanniques.

C'est un récit des relations des deux chefs de guerre. Commencées dans l'harmonie d'un refus commun de la défaite de 1940, elles ne tardèrent pas à s'aggraver. Churchill habitué sans doute au peu de fermeté des dirigeants de la IIIe République souffrait, en effet, de la volonté d'indépendance du général de Gaulle, défenseur intransigeant des intérêts français au sein de l'alliance. La lecture de ces longues pages de querelles coléreuses provoque parfois la tristesse. La conclusion ramène cependant à la sérénité car elle nous fait assister à la réconciliation des deux grands hommes à la fin de leur vie. Chacun porte désormais sur l'autre un jugement objectif, et en fait un portrait qui restera dans l'histoire.

Notons encore que dans cette lutte entre alliés pour la défense des droits de la France, le général de Gaulle, s'il eut souvent l'appui du Foreign Office et celui de la presse anglo-saxonne, put également compter sur celui du roi Georges VI. Usant en effet de son droit de magistrature morale, le souverain donna parfois des conseils de modération à son fougueux Premier ministre.

Le second ouvrage que nous proposons à nos lecteurs : **De Gaulle 1947-1954 - Pourquoi l'échec ?**, de Louis Terrenoire porte sur le de Gaulle du R.P.F.. C'est pour cette période, «l'essentiel du journal de l'auteur». C'est donc en particulier, la relation de ses entretiens, au jour le jour, avec le Général et le rappel de l'actualité politique et des commentaires qu'elle

inspirait à son illustre interlocuteur. C'est surtout l'historique des négociations secrètes entre le R.P.F. et le M.R.P. et des espoirs toujours déçus, hélas ! - d'une réconciliation qui aurait permis d'aboutir, bien avant 1958, au retour au pouvoir du Général.

Le rôle d'Edmond Michelet, fidèle à toutes ses amitiés, étant fort justement souligné à cette occasion, nous sommes surpris, en revanche que les liens de celui-ci et du Général lui-même avec le comte de Paris soient à peine évoqués, alors que Michelet fut souvent le confident de leurs projets communs, ce que Terrenoire, son ami intime, n'a pu ignorer.

Mais ce livre n'en est pas moins une contribution utile et souvent émouvante à l'histoire du gaullisme.

Nous n'en dirons pas autant de celui que sous le titre **Pour rétablir une vérité**, Madame Pompidou a fait écrire au nom de son mari en utilisant des notes de celui-ci, arbitrairement sélectionnées par certains de ses anciens collaborateurs.

Les thèses défendues dans cet ouvrage avaient été réfutées par avance, notamment par Pierre Le franc («Avec qui vous savez», Pion 1979) et Pierre et Anne Rouanet («Les trois derniers chagrins du Général de Gaulle», Grasset, 1980).

Il y a cependant quelques éléments à glaner dans ce récit car, avant de se séparer du Général et de songer à le remplacer à la tête de l'Etat, Pompidou fut longtemps son collaborateur fidèle. Ainsi note-t-il en 1953 cette remarque : «le grand malheur (de la France), c'est d'avoir détruit la légitimité royale». La citation a d'autant plus de prix que Pompidou sera plus tard l'adversaire acharné du projet, auquel nous

faisons allusion, un moment caressé par Charles de Gaulle de voir le comte de Paris lui succéder à la présidence de la République.

De cette éventualité, il n'est pas question dans l'ouvrage pourtant exhaustif de François Dreyfus **De Gaulle et le gaullisme** qui se veut une réflexion politique sur le gaullisme ou plutôt sur les «gaullismes» successifs - celui de la France libre, celui du RPF, celui de la Vème République - et une analyse de leur action continue au service de la «grandeur de la France».

Le chapitre le plus intéressant est celui que l'auteur consacre aux «sources de la pensée gaullienne». Une lacune cependant assez peu explicable : parmi ceux dont Charles de Gaulle fut le plus proche, Dreyfus oublie Georges Bernanos qui devait en 1940 adhérer immédiatement, ainsi que ses enfants, à la France libre et dont il est bien connu que le Général avait lu les livres. Ne dira-t-il pas un jour à Maurice Schumann que «le journal d'un curé de campagne» fut avec «La condition humaine» de Malraux l'un des deux romans les plus importants de l'entre-deux guerres ?

Il y aurait aussi quelques erreurs à relever dans le chapitre consacré à la Libération, car les secrétaires généraux provisoires, à deux exceptions près n'étaient pas communistes. Mais surtout il faut dénoncer une contradiction dans la partie finale de cette longue et minutieuse étude : si le gaullisme a survécu à de Gaulle, c'est dans la fidélité de ceux qui s'inspirent de ses leçons, mais non dans le pompidolisme ou le «libéralisme avancé» de Giscard !

Ce que Dreyfus appelle à tort à partir de 1968, un «nouveau gaullisme» c'est tout simplement le pouvoir de la droite qui durera jusqu'à sa défaite devant la gauche en 1981. Mais le gaullisme avait connu lui-même, son échec

électoral en avril 1969, quand les électeurs n'avaient pas voulu suivre de Gaulle - une fois de plus, en avance sur son temps - dans la voie de la décentralisation et de la participation.

Analysant la constitution de la Vème République, Dreyfus comprend parfaitement le rôle du Président qui doit «recevoir son mandat du peuple». C'est dire qu'il ne devrait pas être l'homme d'une moitié des Français contre l'autre, comme l'ont été Pompidou et Giscard et comme l'est aujourd'hui Mitterrand. Dans la tradition capétienne, Charles de Gaulle était lui, «l'homme de la nation».

R. LA TOUR

F. de Kersaudy - **De Gaulle et Churchill** - Pion.

Louis Terrenoire - **De Gaulle 1947-1954. Pourquoi l'échec ?** - Plon, collection «Espoir».

Georges Pompidou - **Pour rétablir une vérité** - Flammarion.

F. Dreyfus - **De Gaulle et le gaullisme** - P.U.F.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Chaque fois que je vois poindre Noël, une force intérieure m'interdit de détourner le regard de l'étoile. L'actualité, les débats, les livres sont réordonnés à un sens de l'histoire, non abolis, restitués à un temps qui domine le temps et qui est celui du salut. Me restent doux au souvenir ces numéros de la «Nation française» que pour chaque nativité Pierre Boutang et ses amis préparaient soigneusement et qui donnaient au souci politique l'amplitude de l'histoire des hommes ouverts à un sens, le seul qui ne rendit pas vain nos pauvres gestes et nos modestes efforts. La nuit froide, immense, les myriades du ciel, l'éternité cosmique, en dessous la rumeur et les gémissements de la terre. Le désir qui meut soleil et étoiles n'est pas l'inférieur retour du même. La course des éléments ne mêle pas à sa superbe indifférence les bruits des empires et la douleur des peuples. Pourquoi...? Simplement parce qu'il y a cet enfant, ce nouveau-né, couché dans une crèche que les anges ont révélé aux bergers. Et l'histoire en fut changée. Ou plutôt l'histoire naquit de cette nuit, puisqu'il fallait que la promesse faite à Abraham reçut sa consécration ultime.

L'histoire n'existe que par cette surdétermination de sens, cette orientation irrépressible vers une apocalypse, c'est-à-dire vers une révélation, un accomplissement. «Le peuple qui marchait dans les ténèbres avec une grande lumière. Un enfant nous est né, un fils nous est donné. Éternelle est sa puissance.» Nous chantons aussi que l'empire du monde repose sur ses épaules. L'humilité radicale de l'événement met l'histoire à genoux devant ce mystère d'enfance. Mais l'enfance n'est pas l'attendrissement naturel, ce reste de poésie et d'émerveillement, fragile, si fragile... Le mystère d'enfance que nous contemplons est lui-même lumière sur l'enfance. La contemplation suppose l'indifférence à la mondanité, le passage, aurait dit telle mystique, par l'inconnaissance, la conversion à la révélation. Mais cela, c'est la «métaphysique des saints» dont parle Urs von Balthasar, métaphysique au-delà de la métaphysique et qui se développe dans l'exténuation de la réflexion philosophique, systématique, technique.

La pensée des uns ne nous est vraiment accessible que dans la totale complicité, sinon nous sommes promis au destin décrit pour Cénabre dans l'imposture, parler de la sainteté sans en être, sans vouloir en être, par le fait d'une curiosité sans amour. Mais dans ce domaine aussi, il est des baptêmes de désir. Si je cite Balthasar, c'est que je suis encore dans le dernier volume paru de *La Gloire et la Croix* (du moins dans l'édition française; le tome intitulé *le domaine de la métaphysique* était en tête de l'édition allemande comme un prologue). Dans ce volume, le théologien indique que l'image qui correspond le mieux dans l'art au canon esthétique de la sainteté est celle du fou «Il est le plus proche du saint, plus proche souvent que l'homme moralement réussi qui cultive sa perfection». Cette image du fou dans la littérature et l'art peut nous être une approche du mystère de l'enfance et de la pauvreté surnaturelles, aimable à notre désir de baptême.

Inutile de rappeler les fondements scripturaires de ce thème de la folie aux yeux du

la gloire et l'enfance



par
gérard
leclerc

monde. François d'Assise représente cette image de l'homme rejeté, étrange parce que tout à fait conforme au modèle christique. «Au fou !» crient les enfants sur son passage, qui ne voient sans doute pas qu'il est plus enfant qu'eux. Mais la tâche de Balthasar est surtout d'étudier quelques unes des figures de la littérature : Villon, qui ne nous présente d'image que de lui-même, Wolfram, Don Quichotte, dont Sancho dit qu'il a un cœur de pigeon, ne sait faire mal à personne, mais du bien à tous, et n'a pas la moindre malice. Un enfant lui ferait croire qu'il fait nuit en plein midi. Mais je retiendrai surtout ici l'exemple du prince Muichkine, l'idiot de Dostoïevski.

«Avec l'assurance d'un somnambule, le romancier laisse tomber l'accessoires et l'accidentel, et enracine le monde de la beauté dans la sphère de la gloire.» Nous sommes loin du baroque et de ses tentatives superbes de faire éclater la gloire dans la beauté, nous sommes au delà de tous les essais d'esthétique classique ou romantique idéaliste. «L'univers avec ses lois était dédivinisé et déspiritualisé, et il ne restait que le choix entre l'esthétique matérialiste et l'esthétique chrétienne.» Muichkine figure ambiguë, intégrale à son modèle, d'une certaine façon ratage magistral, mais tout de même indice que l'abaissement, l'humiliation est passage à la gloire. Ceci me permet de corriger les impropriétés de terme et même l'erreur d'un précédent article. Jean-Luc Marion m'a fait justement remarquer que la gloire n'était pas au-delà de la Croix, mais que la Croix était révélation de la gloire.

Balthasar note que le prince est rarement interpellé sur le caractère chrétien de son

état. Pourtant «il le vit très consciemment et très résolument comme le prouve sa subite et violente attaque contre le catholicisme et sa défense du christianisme russe.» Sur ce point même du rapport au politique, nous voyons l'ambiguïté et le ratage. Certes il y a toujours danger pour le pouvoir spirituel de s'établir par la contrainte des âmes comme le fait le socialisme athée. Il s'agit bien d'éteindre la soif de l'âme à l'unique parole du Christ de laquelle toute dépend, «la parole qui est la dernière que Muichkine profère». Mais est-ce une raison de s'évader dans un millénarisme naïf aux plus dangereuses implications. C'est aussi Dostoïevski qui fait prononcer à son idiot ces paroles inacceptables : «Faites voir (à l'homme russe) la rénovation future de toute l'humanité et sa résurrection qui peut-être ne lui viendra que de la pensée russe et du Christ. Et vous verrez quel géant puissant et juste, sage et doux, se dressera devant le monde stupéfait et terrifié.»

L'humilité est une force terrible mais «qu'elle ne se laisse pas employer à animer les turbines de l'humanité» commente encore le théologien. Il y a l'essentiel, le dévoilement du mystère de la gloire de l'amour absolu «tombant d'en haut, et dont la force du ravissement se situe bien au-delà du dévoilement et de la dissimulation, de l'oubli et du souvenir, de l'interprétation objective et de l'interprétation créatrice. Au delà même de la simplicité de l'idiot et de la clarté d'esprit la plus pénétrante.»

Pour entrer dans le mystère de l'enfance divine de Noël il nous faut entrer dans le même mouvement de ravissement. Mais quel rapport à la politique d'où nous partions et que nous voulions reliée au temps de l'incarnation ! Tristement le dérapage de Muichkine nous est précieux, dans la mesure où il nous fait mesurer la difficulté de ce qu'on appelle une politique chrétienne ou encore le prince chrétien.

Le danger du millénarisme est toujours à l'horizon d'une politique qui veut se dépasser elle-même ou puiser dans l'eschatologie la source de son énergie. La première leçon qu'il faut tirer est sans doute d'humilité, au sens de reconnaissance aimante de nos conditions. Ce qui n'implique pas une volonté de transformation. Mais de cette transformation ou modification, Pierre Boutang nous a fourni le thème avec sa kénose du pouvoir, celui-ci n'étant pas nié mais intérieurement modifié par le christianisme.

Une autre leçon est aussi le rapport à l'enfance et à la naissance. Il y a dans l'événement de la nativité l'affirmation inouïe de la paternité divine qui se manifeste dans l'infans, l'être muet, démuné, à peine délié de sa mère. C'est pourquoi il me semble que le rapport de légitimité de l'Etat est intimement lié lui-même à l'attitude du prince et du pouvoir à l'égard de l'enfance naissante ou à naître. Un Etat qui inscrit dans sa loi la quasi normalité de l'avortement rompt le fil ontologique qui le relie à la source unique du droit qui le fonde.

Gérard LECLERC

Hans Urs von Balthasar - *La Gloire et la Croix* - 4 Le domaine de la métaphysique, les constructions. Aubier. Col. Théologie.

Est-ce que nous n'attendons pas de la littérature étrangère qu'elle nous dise telle autre manière pour des hommes, exacte, «de se relier à un lieu de naissance, une langue, un cérémonial, de fonder ainsi toute particularité, paisible ou guerrière», décrivant ainsi «la condition éternelle de l'homme» (ce sont les termes de Pierre Boutang) ?

Quelle déception, pour qui se réjouissait «d'aller en Grèce» (autrement que par l'ignoble tourisme), que le livre de Stratis Tsirkas, *Printemps perdu* (1), cosmopolite, roman de l'âge du n'importe qui, de n'importe quelle capitale, «démocratique» et à standards, pris dans une matière morale, une théorie politique «tueuse d'hommes», «destructrice de villes» et «universelle abstraite».

UNE LITTÉRATURE NATIONALE

Mais voici un livre grec, oui au sens de l'exotisme, (ce qui ne doit plus nous effrayer), un livre singulier, non-urbain, non-anonyme, personnel et archaïque : ancestral et hagiographique. Par ces qualités il est très proche du beau livre de Ferdinando Camon «Un Altare par la madre» (2), qui dit aussi la disparition d'un âge et de la vie paysanne. L'un et l'autre livre appartient au genre «mineur», mais selon la définition que Kafka expose précisément dans son *Journal* (3), leur principal mérite est de retenir la désagrégation de la conscience nationale et de communiquer «fierté et soutien» à la nation, vis à vis d'elle-même et vis à vis du monde hostile qui l'entoure. Nous manquons surtout de cette littérature en France, et quand elle existe elle est méprisée ou dévorée par l'Université. Paulhan, Ponge, Trassard, transforment par amour notre condition commune en «condition délicate»; pour eux et quelques autres combien d'écrivains sont proposés par fraude à l'adoration du gros animal ? Veut-on une nation ? Que l'on se travaille donc à honorer le Verbe «sous ses espèces françaises», comme écrit Ponge, et les hommes justes qui lui sont dévoués.

HAGIOGRAPHIE ET VÉRITÉ

Aris Fakinos raconte la vie de ses grands-parents. «Mon grand-père m'avait raconté au fil du

fakinos le grec



A. Fakinos est bien connu des auditeurs de France-Musique pour son émission «Chants de la terre», un magazine des musiques traditionnelles de tous les pays ...

temps divers épisodes de sa vie. Les voici reproduits dans ce récit exactement tels qu'il me les a relatés. Cet effacement de l'auteur est le premier trait hagiographique, il signifie l'admiration et l'imitation, la volonté d'être «à ancêtres» (comment on dit dans le Rollant) et le regret d'en être éloigné. Le livre s'ouvre sur la mort du grand-père et de son épouse, mort *vécue* (il fait venir ses enfants, ses parents et amis) et quasi décidée, activement consentie, mort d'un vieil homme «rassasié de jours» : «Aujourd'hui je vais mourir. Pardonnez-moi et que Dieu vous pardonne.»

Dans la vie de ces mariés il y a des aventures étonnantes et bien ordinaires, de l'ordre humain, des miracles aussi, que l'auteur recueille sans réticence ni esprit critique, comme un hagiographe. Non que l'hagiographie farde, déguise ou dissimule : elle ne retient pas tous les traits, ignore le préjugé qui veut que la vérité s'obtienne par accumulation des détails sordides et des misères, celles qu'un homme tient mal. L'hagio-

graphie retient les traits les plus nobles, les tribulations que l'homme, grâce à Dieu, supporte avec honneur, les actes humains mémorables et imitables, salutaires. Quand la littérature «démocratique» guette les mouvements de l'humilité vicieuse, l'hagiographie magnifie en sauvegardant les gestes de la vraie générosité.

Par leur mariage, leur vie pauvre et rustique, Vanguélis et Sophia ressemblent à Philémon et Baucis. Si Vanguélis, par d'autres apparences, est odysseén, Sophia, d'une fidélité gardée par la mort, vénère la force de son époux, objet de convoitises, non sans être capable de l'offrir en son nom. Sensuel et divin, leur amour est sans vanité; violent, il est réglé par la pudeur religieuse. Comme dans les rites antiques de la Grèce paysanne, il fut décidé «dans les champs», éprouvé comme un ravissement et sous la forme d'un enlèvement défia et força la rivalité des riches et des pauvres.

Parti à la guerre avec Yorghis, le puisatier aveugle, Vanguélis comme servant aux enfers passera

les morts, par un cadavre sera gardé de la mort; en revenant il s'attardera chez une Circé... sorcellerie ou mensonge habile ?

Ce récit n'est pas réaliste, même si l'histoire est réelle, car il témoigne d'un temps humain non affublé des illusions que notre âge veut imposer à violence : que l'homme peut se sauver lui-même par la science, ou par la révolution, ou par le crédit. Les hommes de ce récit luttent avec les bêtes sauvages, et cette lutte est un pacte, une alliance avec la terre comme les labours. L'homme plante et nomme, la femme procréée sans identifier la parturition avec la mort de sa beauté. L'ordre et la force des choses communiquent presque avec contrainte les vertus paysannes qui sont opposés aux malheurs humains : la patience, l'endurance, un «abâtissement», la pudeur, l'humilité, la tempérance. Tandis que la ville, qui s'annonce dans ce récit par la venue de l'idéologie communiste, c'est-à-dire par la théorie urbaine de l'apogée de la civilisation industrielle, du travailleur, corrompt ses habitants, et les avilit par le luxe étalé et sa jouissance, la démesure des appétits, châtiant le désir naturel par la multiplication des images du plaisir.

En revenir, à notre époque d'usure, à cette recherche des «temps perdus», c'est retourner providentiellement à la «simplicité du monde primitif», en perdant par admiration ou amour le goût des luxes, des luxations de tous nos membres; ce que l'on voudra bien ne pas réduire à une nostalgie des origines, à la «recherche des racines», ou à un vague désir «d'aller à la campagne». Fakinos ne dit pas que la vie de ses grands-parents était plus «naturelle» ou «heureuse», il nous désigne l'égalité à elle-même de cette vie, pas plus que la nôtre libre à l'égard du péché et de la misère, mais moins sinuée de folie et de vices. Si nous désirons cette allée plus unie et cette acceptation des apparences, des formes ordinaires de la vie humaine, déjà nous nous retirons de vice, retrouvons l'honneur, par le dialogue avec nos «ancêtres», par un dialogue avec les morts, grâce à la littérature.

Ghislain SARTORIS

Aris Fakinos - *Récit des temps perdus* - traduit du grec par Roselyne Majesté-Larrouy. Le Seuil.

(1) Le Seuil

(2) - *Apothéose* - Gallimard.

(3) Année 1911.

* NDLR : les intertitres de cet article sont de la rédaction.

vœux pour 1983

C'est tout d'abord à Monseigneur le comte de Paris que toute l'équipe de «Royaliste» présente ses vœux, en lui renouvelant l'expression de sa respectueuse fidélité et en lui réaffirmant le profond dévouement des militants de la N.A.R.

Que tous nos abonnés et lecteurs trouvent ici l'expression des vœux que nous formons pour eux-mêmes et leur famille en souhaitant que l'an 1983 soit pour tous porteur d'espérance.

ELECTIONS MUNICIPALES

Ainsi que nous l'avions déjà indiqué (voir «Royaliste» 370), la NAR envisage de participer activement aux élections municipales du mois de mars prochain.

Pour Paris nous n'avons pas encore pris de décision définitive, mais dans l'éventualité où nous déciderions de présenter des listes, nous aurons besoin de la participation du plus grand nombre possible de nos amis. En tout état de cause nous vous demandons de vous inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre date limite.

Pour s'inscrire il faut se présenter dans les mairies d'arrondissement muni :

1/ D'une pièce d'identité (carte d'identité, permis de conduire, livret de famille ou livret militaire),
2/ D'une pièce attestant que vous avez une attache dans l'arrondissement concerné (quittance de loyer, quittance de gaz ou électricité voire lettre reçue à votre nom, etc.)

En province, où de nombreux lecteurs participent déjà ou envisagent de participer à des listes municipales, nous souhaitons être informés de leur action, en particulier dans les petites communes, pour lesquelles nous avons quelques difficultés à établir un recensement exact.

PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Nos réunions, interrompues pendant la période des fêtes, reprendront le mercredi 5 janvier à 20 h, dans les locaux du journal, avec Paul THOREZ, fils de l'ancien secrétaire général du Parti communiste, qui viendra présenter son livre «Les enfants modèles» qui lui a valu l'anathème de l'«Humanité».

COUPURES DE PRESSE

Nous tenons le plus soigneusement possible un «livre de presse» et nous nous efforçons qu'il soit complet, c'est-à-dire qu'il comporte toutes les coupures de presse concernant le royalisme, le comte de Paris ou la famille royale, les autres organisations royalistes, la NAR, y compris nos propres communiqués, etc.

Ceci n'est possible qu'avec votre collaboration : à chaque fois que vous voyez quelque chose qui nous concerne dans n'importe quel journal, il faut le découper (ou le photocopier) et nous l'envoyer en notant la référence précise (date et nom du journal). Sans cette collaboration il nous est impossible de faire un travail correct.

un livre de référence

Grâce au soutien de nos amis qui ont souscrit nombreux, la NAR peut aujourd'hui éditer un nouveau livre. Après le «Avec Bernanos» de Gérard Leclerc, c'est notre deuxième livre de l'année. Nous comptons maintenant sur tous pour lui assurer une diffusion importante.

Bertrand Renouvin

Charles Maurras



et la
question sociale



Collection Lys Rouge

Charles Maurras, l'Action française et la question sociale, le livre de Bertrand Renouvin est maintenant paru et ses souscripteurs devraient avoir reçu leurs commandes d'ici la fin décembre (la poste étant très encombrée à cette période).

Cet ouvrage qui traite d'une période importante et mal connue de l'histoire du royalisme français est important à un double titre.

D'abord, par le sérieux de ses recherches et la qualité de ses sources, il éclaire d'un jour nouveau un demi-siècle de politique française et contribue d'une manière capitale à la meilleure compréhension d'une pensée politique souvent travestie. D'autre par il fixe et précise ce que notre mouvement, à son origine, a retenu d'un héritage qu'il n'était pas question pour nous d'accepter intégralement et sans réserve. C'est dire que cet ouvrage sera utile à tous. Les maurrassiens y gagneront une connaissance plus juste de la pensée économique et sociale de Maurras et de l'Action française, les autres verront et comprendront mieux les raisons de l'évolution de la pensée de notre mouvement au cours des dix dernières années.

Ouvrage de référence, ouvrage d'histoire, ce livre a sa place dans toutes les bibliothèques.

Nous vous invitons donc vivement à le faire connaître et à le diffuser.

Tarif :

1 exemplaires : 98 F (103 F franco)
2 exemplaires : 160 F (169 F franco)
3 exemplaires : 210 F (222 F franco)
5 exemplaires : 250 F (267 F franco)

Commandes à adresser, accompagnées de leur règlement, à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N Paris.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'affaire des fuites de documents en provenance des états-majors a provoqué, au début du mois de décembre, un trouble que la presse d'opposition s'est employée à accroître : au fil des articles, le malaise est devenu une « grande colère » faisant planer la menace d'un divorce entre le gouvernement « socialo-communiste » et « l'armée de la nation ». Un léger recul permet de ramener l'événement à de plus justes proportions. Les lettres écrites par les chefs d'état-major n'annoncent pas une sédition; elles sont moins une mise en garde qu'un plaidoyer en faveur de chacune des trois armes, qui intervient au moment où le gouvernement prépare la prochaine loi de programmation militaire.

Une telle réaction est somme toute normale. Comme dans tous les autres pays, l'armée se comporte comme un groupe de pression : en brandissant les impératifs de la défense, elle cherche à obtenir le plus possible de crédits et conteste la moindre remise en cause de son rôle traditionnel. Cette auto-justification ne doit cependant pas être prise pour vérité d'Évangile, et la conception générale de la défense du pays ne peut pas être construite sur ces revendications corporatives. Des contradictions peuvent apparaître entre la défense des avantages acquis et les exigences de la sécurité, surtout dans un pays où l'aveuglement des chefs militaires a provoqué, en 1870, en 1914 et en 1940 les catastrophes que l'on sait. La défense de l'armée n'est pas nécessairement la défense de la nation, et c'est au pouvoir politique qu'il appartient de faire les choix nécessaires - même s'ils doivent remettre en cause la doctrine, les traditions, et les intérêts de la caste militaire.

NATURE DE LA MENACE

Ces choix doivent être faits en fonction de la situation de la France et de la nature de la menace qui pèse sur elle. Notre pays n'est plus un empire, il n'a aucune volonté hégémonique et ses voisins immédiats ne sont pas agressifs : une grande armée classique ne se justifie donc pas. Quant à la menace, chacun sait qu'elle se situe à l'Est et qu'elle est de nature nucléaire. Le péril ne vient plus, comme par le passé, de la ruée de millions d'hommes appuyés par des chars et des avions, mais des fusées qui sont braquées sur notre territoire. Longtemps, celles-ci nous ont exposé au risque d'une destruction totale. Aujourd'hui, la nature de leur charge et leur précision offre aux soviétiques la possibilité de détruire seulement les installations militaires fixes (aérodromes, camps, dé-

l'heure du choix



par
bertrand
renouvin

pôts...) en épargnant les villes, les zones économiques et la population. Face à ce danger, la seule stratégie possible est celle de la dissuasion nucléaire, qui fait peser sur l'éventuel agresseur le risque terrible et insupportable de destructions massives opérées par des fusées embarquées sur des sous-marins qui ne peuvent être détectés.

La révolution stratégique imposée par le fait nucléaire et les récentes innovations techniques dans ce domaine ne peuvent manquer d'entraîner un bouleversement de la structure et des missions de l'armée traditionnelle. Pour la première fois dans notre histoire, cette armée ne doit plus être conçue pour livrer bataille, mais pour décourager l'adversaire. Il ne s'agit plus pour l'état-major d'organiser la levée en masse et d'aligner des millions d'hommes pour la défense de notre sol, mais de mettre en place et de protéger des instruments d'une haute technicité, servis par un petit nombre d'hommes très compétents. Les grandes divisions blindées, les centaines de milliers de soldats qui sont maintenus sous les armes ne sont qu'un héritage lourd, inutile et coûteux d'un passé révolu.

Le malheur est que les militaires ne veulent pas en convenir et que le gouvernement hésite à faire les choix indispensables, soit parce qu'il craint la hiérarchie militaire, soit parce qu'il s'est imprégné de la doctrine que celle-ci a fabriquée et qui correspond, comme par hasard, à son intérêt professionnel. En niant la stratégie soviétique, en négligeant les caractéristiques des moyens mi-

litaires installés par l'URSS en Europe de l'Est, l'Etat-Major veut nous faire croire qu'une agression ouverte se déroulerait comme en 1940, avec des chars, des avions et des fantassins venus envahir notre territoire ou, simplement, « tester » notre résistance. Cette perspective a l'avantage d'entrer dans des schémas connus et de justifier la fabrication de matériels tactiques. Mais elle est en réalité absurde car on n'a jamais vu un adversaire s'ingénier à obtenir au prix de grands sacrifices (en matériel et en sang versé) ce qu'il peut atteindre avec rapidité et économie par des moyens nucléaires (1).

UNE MUTATION INDISPENSABLE

En conséquence, les moyens financiers dont nous disposons doivent être mis au service des instruments de la dissuasion nucléaire, seuls efficaces, et non plus gaspillés dans l'entretien de matériel désuets et d'une armée de conscription qui ne joue plus aucun rôle dans la défense du pays. Cela signifie que la « loi de programmation » ne doit plus procéder d'un marchandage avec les états-majors et concessions à leurs doctrines intéressées, mais être l'occasion d'une révolution qui n'a que trop tardé. Cela signifie qu'il faut développer et moderniser notre force nucléaire stratégique, mettre fin au système inefficace et coûteux du « service national » (2) et créer une armée de professionnels, limitée en nombre, très entraînée, qui aura pour mission d'assurer la protection des installations militaires (bases de sous-marins et de fusées...), de protéger les territoires d'outre-mer et d'effectuer les interventions ponctuelles que certains pays étrangers pourraient nous demander.

La sécurité de la nation dépend de tels choix, qui bousculeront évidemment les attitudes conservatrices et la situation personnelle de nombreux membres de l'institution militaire. Mais, après tout, celle-ci a le devoir de servir la nation et non de perpétuer des rites et des méthodes désormais condamnés. Encore faut-il que le pouvoir politique dispose d'une force et d'une indépendance suffisantes pour concevoir et mettre en œuvre cette indispensable mutation. Le contenu de la nouvelle loi de programmation militaire permettra d'en juger.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir le numéro 1 de notre revue « Cité », dont les analyses approfondies doivent beaucoup aux idées que le général P.-M. Gallois a plusieurs fois exprimées dans ce journal et aux « Mercredis de la NAR ».

(2) D'où la campagne que mènent actuellement les Étudiants de la NAR en faveur de l'abolition de la conscription. (Numéro spécial de « Royaliste-Université » : 3 F franco).